

LETTER OUVERTE AUX DÉCIDEURS ET DÉCIDEUSES PUBLICS

du 07/01/2025



Objet : Urgence démocratique à soutenir le secteur de l'éducation populaire face à la crise économique et aux restrictions budgétaires !

Mesdames et Messieurs les décideurs et décideuses,

Nous, membres du CRAJEP HdF, acteurs et actrices de l'éducation populaire en région Hauts-de-France, tenons à vous alerter sur le mal-être croissant et les défis insoutenables auxquels notre secteur est confronté. Les efforts budgétaires répétés, liés à la crise économique actuelle, mettent en péril nos missions, activités et certaines de nos structures à court terme. Nous vous écrivons aujourd'hui pour rappeler l'importance vitale de l'éducation populaire pour notre société, et l'urgence de garantir la participation financière au maintien de nos missions.

L'éducation populaire, pilier de la démocratie et de l'émancipation

L'éducation populaire est bien plus qu'un simple champ d'action associatif : elle est une force de transformation sociale. Elle permet à chaque citoyen et citoyenne, quels que soient son origine, son parcours ou sa condition, de comprendre le monde, de s'en saisir, et d'agir pour le transformer.

C'est grâce à l'éducation populaire que des générations ont pu s'initier à la citoyenneté, s'émanciper par le savoir, et participer activement à la vie démocratique de notre pays. Face à la montée des inégalités, de l'individualisme et des radicalismes, elle offre des espaces de dialogue, de solidarité, d'engagement, et d'inclusivité indispensables pour renforcer et garantir le lien social.

Une mission essentielle mais affaiblie

Pourtant, nos associations, qui forment le tissu vivant de l'éducation populaire, sont aujourd'hui au bord de l'étouffement. En plus de l'inflation et de l'augmentation des coûts que nous avons subis au même titre que l'ensemble des acteurs, les coupes budgétaires répétées affectent gravement nos capacités à mener nos missions. Déjà, de nombreuses structures sont contraintes de réduire leurs activités, de licencier leurs salariés, voire de fermer leurs portes. Cela se traduit par la disparition d'accompagnements pour les jeunes, de formations pour les bénévoles, d'actions socio-culturelles et citoyennes pour les publics et territoires fragilisés, alors même que les besoins sociaux ont augmenté par la diminution des financements publics et des services publics.

LES CONSÉQUENCES DES BAISSES DE FINANCEMENT :

De nouvelles diminutions de subventions publiques auraient des conséquences dramatiques pour notre région Hauts-de-France, déjà marquée par des fractures économiques et sociales profondes :

- **Un affaiblissement de la cohésion sociale :** Sans les espaces de rencontres et d'échanges que nous offrons, les divisions sociales se creuseront davantage.
- **Un recul de l'engagement citoyen :** Nos activités permettent à des milliers de jeunes et d'adultes de s'impliquer dans la vie associative et démocratique. Leur disparition signifierait une perte irréparable pour la participation citoyenne, engendrant ainsi un repli sur soi inévitable.

- **Un isolement des territoires ruraux et péri-urbains :** Nos actions sont souvent le dernier rempart contre le désert social et culturel dans de nombreux territoires.
- **Des répercussions financières lourdes sur le traitement des conséquences sociales :** Les acteurs de l'éducation populaire sont aussi des acteurs de la prévention.

Nos demandes pour un soutien urgent

Nous appelons les pouvoirs publics à :

- **Maintenir**, voire renforcer la participation financière et les Conventions Pluriannuelles d'Objectifs, allouées aux associations d'éducation populaire, pour garantir la pérennité de leurs actions.
- **Mettre en place un plan de soutien spécifique** pour les structures les plus fragilisées par la crise économique.
- **Reconnaitre et valoriser davantage** le rôle de l'éducation populaire dans les politiques publiques, en l'intégrant comme un pilier stratégique pour la cohésion sociale et le développement des territoires.

Comme rappelle le Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) dans son dernier avis de mai 2024, « renforcer le financement des associations est une urgence démocratique ».

Agir pour préserver un bien commun

Nous ne pouvons pas laisser l'éducation populaire s'altérer davantage, car c'est une partie essentielle de notre patrimoine républicain et de notre avenir commun. Soutenir l'éducation populaire, c'est investir dans une société plus juste, plus éclairée, et plus solidaire.

Nous restons disponibles pour échanger avec vous et construire ensemble des solutions qui permettront de préserver cette richesse inestimable pour notre région et notre pays.

Dans l'espoir d'une réponse favorable, nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs, l'expression de nos salutations respectueuses.

**Les membres du CRAJEP
Hauts-de-France**

Le réseau du CRAJEP est composé de 35 associations et fédérations régionales qui regroupent elles mêmes plus de 4 000 associations, 20 000 salariés et 50 000 bénévoles.

En Hauts de France, ce sont plus de 30 000 associations de Jeunesse et d'Éducation Populaire dont 4 000 employeuses, et plus de 80 000 salariés et 300 000 bénévoles.

CONTACT PRESSE

Jérémy **WILLIEZ**, Chargé de plaidoyer
jeremy.williez@crajephdf.org **07 88 28 32 41**

Stéphane **DEPOILLY**, Directeur
stephane.depoilly@crajephdf.org **06 95 68 94 28**